

## CONSULTATION PUBLIQUE N°2018-003 DU 15 FEVRIER 2018 RELATIVE A LA PRISE EN COMPTE DE L'AUTOCONSOMMATION DANS LA STRUCTURE DU TURPE HTA-BT ET DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE

### Table des matières

CONSULTATION PUBLIQUE N°2018-003 DU 15 FEVRIER 2018 RELATIVE A LA PRISE EN COMPTE DE L'AUTOCONSOMMATION DANS LA STRUCTURE DU TURPE HTA-BT ET DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE .....	1
--	---

I - Question 1 : Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ? .....	1
II - Question 2 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées? .....	2
III - Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ? .....	3
IV - Question 4 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées? .....	3
V - Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ? .....	3
VI - Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération? .....	4
VII - Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ? .....	5

La CRE part du constat suivant : « : dans le cas d'une opération d'autoconsommation individuelle le réseau ne « voit » pas l'énergie autoconsommée, alors que dans le cas d'opérations d'autoconsommation collective les flux autoproduits transitent bien par une partie du réseau public. ». Elle justifie ainsi le traitement différencié des deux opérations.

La méthode générale d'allocation des coûts et de construction tarifaire TURPE ne semble devoir être modifiée hors de simples adaptations au regard des spécificités des deux opérations. La structure du TURPE ne doit donc pas a priori être changée pour prendre en compte l'autoconsommation selon la CRE.

« Les petits cours d'eaux faisant les grandes rivières », nous pensons qu'une modélisation de cas réels serait de nature, en incluant les aspects sociologiques et comportementaux, à permettre une réflexion de fond visant à ne pas perturber les équilibres d'aujourd'hui tout en favorisant l'autoconsommation. N'oublions pas que cette dernière, dans une période d'augmentation de la consommation, est aussi synonyme de diminution du volume de travaux de renforcement. Au-delà, nous préciserons ci-après, les notions de palier et de corrélation de la production à une partie de la consommation que nous entendons, par souci de simplification, proposer.

A toutes fins utiles, nous vous présentons ci-après (annexe 1) un exemple comparatif de simulation financière avec des données moyennes encore « théoriques » mais réalistes (TURPE, Consommations, Productions) conduisant à un surcoût pour l'autoconsommation collective.

En tout état de cause, nous sommes volontaires, compte tenu des exemples concrets dont nous disposons tant pour le collectif que pour l'individuel, pour être un territoire d'expérimentation.

**I - Question 1 : Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?**

- Au titre des principes :
  - le principe du timbre-poste pourrait être adapté, ou supprimé pour les flux autoproduits pour l'autoconsommation collective.

- le principe de l'horosaisonnalité est actuellement facultatif pour les auto-consommateurs. S'il est pertinent, son imposition semble étonnante. Pour le moins, il faudrait retravailler la définition des plages horaires afin qu'elles reflètent les avancées techniques et technologiques.

L'horosaisonnalité pourrait être complétée par une dimension horo-journalière ne se limitant pas à la distinction nationale heures creuses/heures pleines, mais s'attachant à refléter plus précisément la sollicitation du réseau sur des plages horaires journalières correspondant à un territoire préalablement défini.

Dans le cadre de l'autoconsommation collective, la personne morale, gestionnaire de la clef de répartition dynamique, pourrait piloter cette répartition au regard des tarifs – horo-journaliers, avec un libre arbitre sur la gestion d'un stockage éventuel et ainsi optimiser la production locale et renouvelable.

- D'une façon générale, le TURPE devrait s'attacher à refléter les nouveaux usages du réseau. Une tarification du service, fondée sur la qualité du service rendu par le réseau, devrait faire apparaître soit un surcoût de la part fixe pour les producteurs petits consommateurs, soit un coût à la puissance (et non plus sur la quantité d'électricité fournie) pour les producteurs, consommateurs occasionnels (seuils à fixer dans les deux cas). Ces surcoûts pourraient être diminués par des engagements de disponibilité d'électricité ou de puissance pour le producteur pour les périodes de pointe. L'ensemble des usages du réseau seront ainsi concernés, aussi bien en sous-tirage qu'en injection. En ce sens, l'autoconsommation individuelle et collective, mais également la mobilité électrique, l'effacement de la consommation, le stockage, l'ensemble des outils d'efficacité énergétique intègrent la notion d'usage. Les seuils, ainsi que les plages horaires, pourraient découler localement d'une expérimentation aujourd'hui réalisable.

La valeur de "partage" prend le pas sur la valeur "d'échange" et rejoint en ce sens la notion de "prosumer" (CESE, avis 2016). La prosumerisation désigne l'actuelle altération de la distinction sur le marché entre les modes de production et les modes de consommation en raison de l'engagement des acteurs, individuels ou collectifs, dans la satisfaction de l'ensemble des éléments du cycle énergétique. C'est le sens de la nouvelle politique européenne de l'énergie qui souhaite introduire la notion de «client actif», désignant *"un client ou un groupe de clients agissant conjointement qui consomment, stockent ou vendent de l'électricité produite dans leurs installations, y compris par l'intermédiaire d'agrégateurs, ou adhèrent à des programmes de participation active de la demande ou d'efficacité énergétique, à condition que ces activités ne constituent pas leur activité commerciale ou professionnelle principale;"* COM(2016) 864 final/2).

Le réseau joue alors davantage à l'extrême pour certains, le rôle d'une assurance garantissant la qualité du service rendu par la sécurisation de la puissance fournie. En ce sens, l'ensemble des prélèvements libératoires appliqués actuellement de l'électricité est examiné (TURPE, CSPE, TVA etc.). Ainsi, au titre des critères, le TURPE devrait refléter davantage le caractère local de la production, au sein d'une même boucle territoriale.

Un critère d'*exemplarité locale*, reflétant les objectifs des politiques européennes et nationales en matière de transition énergétique pourrait être ainsi ajouté. En tout état de cause, il serait nécessaire de simplifier la construction du TURPE afin de la rendre beaucoup plus lisible et qu'elle devienne ainsi un signal prix fort.

## II - Question 2 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées?

*A tester en conditions réelles*

## III - Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?

- D'une façon générale, le TURPE devrait s'attacher à refléter les nouveaux usages du réseau. Une tarification du service, fondée sur la qualité du service rendu par le réseau, c'est-à-dire à l'extrême sur la puissance assurée et non plus sur la quantité d'électricité fournie, pourrait être proposée. Comme la satisfaction des objectifs de la transition énergétique le commande, le développement de modes de production et consommation décentralisés amorcent un changement dans le rôle initialement dévolu au réseau public de distribution. Il est désormais non pas uniquement le vecteur d'une quantité d'énergie acheminée depuis des centres de production centralisés ; il devient une assurance garantissant la qualité du

service rendu par la sécurisation de la puissance fournie. Les enjeux et les principes directeurs, la sécurité et la qualité, de la politique énergétique sont ainsi renforcés.

- Afin de garantir le principe de solidarité nationale, l'augmentation de la part fixe pourrait permettre, si l'on changeait l'assise des taxes, d'assurer l'équilibre et la solidarité portée par le service public de l'électricité.

La modification de l'assise des taxes participe à la lutte contre le changement climatique et à la satisfaction des objectifs de la transition énergétique puisque cela met l'accent sur l'efficacité énergétique et encourage les actions de maîtrise de l'énergie.

- La révision de la temporalité journalière et saisonnière pourrait être engagée afin de refléter les évolutions techniques et technologiques.
- Il faut engager une réelle discussion autour de la valorisation du stockage de l'électricité par le TURPE meubles et immeubles (mobiles et immobiles). Le stockage, source de flexibilité, doit avoir une place privilégiée dans le schéma énergétique, car il a un impact positif sur le fonctionnement du réseau public puisque, par le jeu de l'horajournalité, le stockage tendra à linéariser les consommations, et le stockage sera au service du non renforcement du réseau en fonction de la pointe.
- Il serait nécessaire de simplifier la construction du TURPE afin de la rendre plus lisible et qu'il devienne ainsi un signal prix fort.

Des actions de vulgarisation et de diffusion des enjeux portés par le TURPE à destination des consommateurs finals, notamment dans le résidentiel, est nécessaire pour qu'il joue effectivement le rôle de « signal prix ».

- Là aussi faut-il sans doute prendre le temps d'élaborer des modèles à partir d'exemples concrets et différenciés.

Morbihan Energies a développé trois projets d'autoconsommation collective avec des profils de producteurs et de consommateurs suffisamment différents pour que plusieurs modèles puissent émerger de leur étude.

#### **IV - Question 4 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient être apportées?**

A tester en conditions réelles

#### **V - Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?**

- La distinction des flux autoproduits et des flux allo produits est une bonne solution et doit être à la base d'une valorisation des services rendus par l'opération d'autoconsommation collective au réseau.
- Un régime dérogatoire aurait pu être proposé sur 1 an, le temps de faire évoluer le TURPE dans le cadre du TURPE 6.
- Il faudra sans doute à terme autoriser à produire plus qu'on ne consomme en aval d'un même poste HT/BT et soutenir les opérations d'autoconsommation collective notamment en promouvant, par un TURPE adapté, les solutions de stockage. Car ainsi, obligatoirement, l'impact sur la gestion du réseau et les travaux d'investissement du réseau seront optimisés et cela permettra de linéariser les courbes de consommation et de développer fortement la production d'énergie de sources renouvelables au niveau de la BT.
- Cependant à titre de transition, et pour permettre de fouiller toutes les gestions possibles des flux avec un ou plusieurs producteurs, il nous semble intéressant de se limiter pour une majorité de dossiers à l'aval d'un poste HTA/BT en proposant, que dans cette première phase aucune part de la production ne soit réinjectée dans le réseau HTA. Ainsi entre autres en fonction des typologies de territoire en matière de flux énergétiques consommés (ex : sous consommation du Week End ou complémentarité de consommation sur les jours de la semaine, l'analyse de ces autoproductions aval HTA/BT nous semblent riches de promesses en terme d'aménagement du territoire)

La composante soutirage doit refléter non pas les coûts mais les avantages générés par le caractère local de la production pour les flux autoproduits. L'autoconsommation collective est une opération permettant d'accentuer la flexibilité locale, en fixant la règle pour ces dossiers de non injection HTA et donc de non impact sur ce réseau. Cette limitation du champ d'injection au réseau BT pourrait être une solution pour réduire tout effet sur le réseau HT des injections, et ainsi libérer d'un certain montant de TURPE les flux autoproduits.

Distinguer l'autoconsommation avec injection notable de l'autoproduction avec un fort taux d'autoconsommation, au-delà de ce qui vient d'être dit, éviterait de créer des effets d'aubaine via les tarifs de rachat.

- L'ensemble des flux autoproduits, qui ne génèrent pas un coût sur le réseau HT, ne devraient pas être soumis au TURPE, considérant cela comme un premier palier. Le deuxième palier serait celui de l'imposition d'un TURPE allégé pour les flux allo produits prévus au préalable par les consommateurs lors de la détermination de la répartition des flux entre les opérateurs de l'autoconsommation collective. Le troisième palier, visant à valoriser le rôle assurantiel du réseau public, serait le fondement d'un TURPE majoré pour tous les flux allo produits qui n'étaient pas prédéterminés.

Ce système de palier valorise le caractère local de la production, et encourage les consommateurs à effectuer des opérations de maîtrise de la consommation puisqu'ils seront davantage taxés lorsqu'ils ne respecteront pas leurs engagements de consommation. Il pourrait être envisagé d'intégrer le tiers-stockeur de l'électricité locale dans la composante sous-tirage en déterminant pour lui la composante soutirage et injection spécifique.

Enfin, dans les éléments transmis par la note technique, il apparaît que les tarifs proposés conduisent à une sur-cotation des flux allo produits alors qu'aucune expérimentation n'est au fondement de ces calculs. En ce sens, Morbihan Energies conduit actuellement la réalisation de trois opérations d'autoconsommation collective sur son territoire. Nous nous proposons de servir de territoire d'expérimentation pour aider à la conception de modèles.

**VI - Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50 % par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération?**

- Il semble opportun d'avoir les explications quant aux règles de calcul utilisées pour aboutir à cette majoration de 50 % avant de se prononcer en faveur ou en défaveur.
- La simplification du cadre réglementaire, notamment quant aux multiples contrats devant être conclus pour former une opération d'autoconsommation collective, serait une meilleure option que celle d'augmenter les frais de gestion qui sont liés à la complexité du cadre juridique et non à l'aspect technique de l'opération d'autoconsommation.
- Quant à la difficulté d'estimer le coût par participant, le gestionnaire du réseau récupère la liste de tous les participants à l'opération d'autoconsommation collective dès lors qu'il récupère les consentements des utilisateurs pour la gestion de leurs données de consommation. L'accès à l'information ne semble pas complexe.
- Dès lors :
  - il n'y a pas de difficultés particulières à estimer le coût
  - il ne faut pas que la majoration de la composante de gestion supprime l'intérêt du TURPE spécifique à l'autoconsommation collective
  - lorsqu'il est choisi une répartition dynamique (*ex post*), il revient à la personne morale organisatrice de gérer la répartition dynamique et de transmettre ensuite la clef de répartition au gestionnaire du réseau – ces coûts ne doivent pas être surestimés par le gestionnaire puisque c'est sur la personne morale que pèse la majorité de la responsabilité.

**VII - Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?**

- La détermination de tarif doit se faire après l'étude de réalisation de projet d'autoconsommation, et des projections quant aux autoconsommateurs hors TRV, devraient être conduites.

En ce sens, Morbihan Energies conduit actuellement la réalisation de trois opérations d'autoconsommation collective sur son territoire ainsi qu'un nombre significatif d'autoconsommateurs individuels.

---

**ANNEXE 1**

**exemple comparatif d'un projet autoconsommation collective avant et après application du nouveau TURPE**

projet 100 KWc, production annuelle 100 000 kWh, répartition période saison haute : 30% de la production, saison basse : 70 % de la production,  
les besoins électriques complémentaires sont de 500 000 kWh/an dont 65% en saison haute et 35 % en saison basse,

**flux énergétiques pris en compte**

	saison basse	saison haute
production EnR	70 000 kWh	30 000 kWh
aloproduits	<u>175 000 kWh</u>	<u>325 000 kWh</u>

**Application TURPE 5 en vigueur sur ensemble des consommations (EnR+aloproduits)**

valeur du TURPE 3,5 cts€/kWh (base abonnt 36KVA et conso 50 000 kWh/an)

soit un coût de TURPE de 600 000 kWh \* 0,035 €/kWh = **21 000,00 €**

**Application du TURPE selon modèle consultation (aloproduits)**

valeur du TURPE - consommateurs abonnt inf à 36 KVa (courte utilisation) :

heures pleines saison haute : 3,47 c€/kWh (EnR)  
heures pleines saison haute : 8,60 c€/kWh (aloproduits)  
heures pleines saison basse : 0,96 c€/kWh (EnR)  
heures pleines saison basse : 1,77 c€/kWh (aloproduits)  
heures creuses saison haute : 4,20 c€/kWh (aloproduits)  
heures creuses saison basse : 1,77 c€/kWh (aloproduits)

**répartition consommation aloprouits/EnR heures creuses / heures pleines par saison**

	saison basse	coût TURPE	saison haute	coût TURPE
heures pleines EnR	70 000 kWh	672,00 €	30 000 kWh	1 041,00 €
heures pleines alop.	87 500 kWh	1 548,75 €	125 000 kWh	10 750,00 €
heures creuses EnR	0 kWh	- €	0 kWh	- €
heures creuses alop.	87 500 kWh	1 548,75 €	200 000 kWh	8 400,00 €
		3 769,50 €		20 191,00 €
Total	<b>23 960,50 €</b>			

**différence : 13% de surcoût TURPE pour les usagers des projets d'autoconsommation collective**